



Bulletin de l'association de géographes français

Géographies

96-4 | 2019

Les espaces ruraux en France : nouvelles questions de recherche

Un territoire réunionnais à la croisée de pratiques agricoles et d'inventions de lieux touristiques

A Reunion territory at the crossroads of agricultural practices and inventions of tourist places

Estelle Laboureur



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/bagf/6013>

DOI : 10.4000/bagf.6013

ISSN : 2275-5195

Éditeur

Association AGF

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2019

Pagination : 639-658

ISSN : 0004-5322

Référence électronique

Estelle Laboureur, « Un territoire réunionnais à la croisée de pratiques agricoles et d'inventions de lieux touristiques », *Bulletin de l'association de géographes français* [En ligne], 96-4 | 2019, mis en ligne le 31 décembre 2020, consulté le 19 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/bagf/6013> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/bagf.6013>

Un territoire réunionnais à la croisée de pratiques agricoles et d'inventions de lieux touristiques

(A REUNION TERRITORY AT THE CROSSROADS OF AGRICULTURAL PRACTICES AND INVENTIONS OF TOURIST PLACES)

Estelle LABOUREUR*

RÉSUMÉ – *Resituer l'élevage bovin dans les différentes politiques d'aménagement du territoire réunionnais permet de considérer l'activité au sein d'un contexte insulaire fragile dépendant de directives supra-nationales. La pérennisation de ce secteur professionnel ne peut s'envisager aujourd'hui sans la prise en compte des activités de loisirs, des réglementations vis-à-vis de la protection de la nature et des phénomènes de rurbanisation dans l'aménagement des territoires. La grande échelle, soit l'étude d'une localité de la Plaine des Cafres, la Grande ferme, dans une approche de type ethnographique et l'étude des réseaux sociaux a été retenue pour appréhender les différents dynamiques. Le recours aux méthodes qualitatives permet d'aborder les mutations à travers les itinéraires individuels et familiaux. Parler de tourisme, de valorisation du patrimoine, de protection de l'environnement, dans des territoires qui ont été développés par le vecteur agricole consiste à requalifier les enjeux d'une région. Ainsi, l'étude révèle un univers de mutations dans l'espace social des éleveurs. De nouveaux réseaux d'intégration sociale émergent timidement au service de perspectives professionnelles innovantes.*

Mots-clés : *Élevage bovin – Tourisme – Île de la Réunion – Anthropologie – Géographie sociale – Mutations*

ABSTRACT – *If cattle are to be reared in the various Reunion regional planning policies, activity can be considered within a fragile island context dependent on supra-national directives. The challenge is to put in perspective the reception capacities of the professional sector taking into account leisure activities, regulations regarding the protection of nature, rurbanization phenomena in the management of spatial planning. The study of a locality in the Plaine des Cafres, "Grande ferme", using an ethnographic approach and a study of social networks was chosen. The use of qualitative methods makes it possible to approach mutations through individual and family stories. Talking about tourism, heritage development, environmental protection, in the areas that have been developed by the agricultural vector is to requalify the stakes of a region. Thus, study reveals a universe of daily changes in the social space of*

* Docteur en géographie sociale et en anthropologie, Université de la Réunion, UMR Espace-Dev., –
Courriel : estelle.laboureur@orange.fr

breeders. New networks of social integration are emerging timidly at the service of innovative professional perspectives.

Key words: *Bovine breeding – Tourism – Reunion Island – Anthropology – Social Geography – Social changes*

Régions historiquement agricoles, les Hauts du sud de l'île de la Réunion sont au cœur de nouveaux enjeux de développement économique, politique et social. Les Hauts, qui font aujourd'hui référence aux espaces centraux délimités par le Parc national (création en 2007) couvrent 80% de la superficie totale de l'île (2500 km²) et concentrent 20% seulement de la population¹.

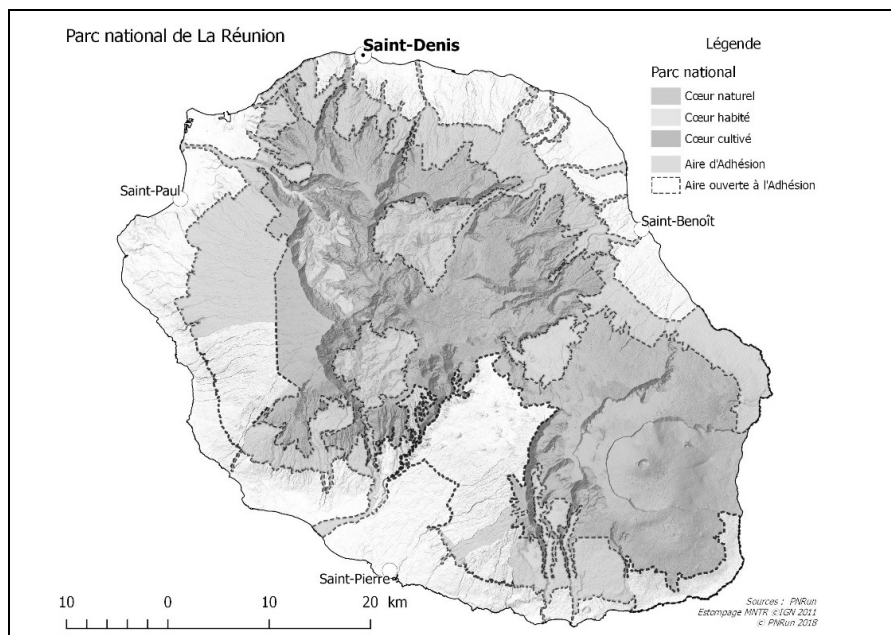


Figure 1 – Les Hauts et les Bas administratifs de l'île de la Réunion

Les filières d'élevage bovin organisées autour de Sociétés d'intérêt collectif agricole (Sica) ont été le principal outil de développement mobilisé en 1978 par l'État à travers un Plan d'Aménagement des Hauts (PAH) pour lutter contre l'exode rural et amorcer un rééquilibrage des territoires. Aujourd'hui,

¹ Au dernier recensement de l'INSEE (2016), la Réunion comptabilisait 852 924 habitants.

plusieurs études montrent que le développement et le maintien de l'élevage laitier sur l'île semblent compromis et « à bout de souffle » [Fusillier & al. 2006, Marblé, Aubron & Vigne 2018]. Pourtant, ces formes d'élevage bovin autour de Sica persistent à travers des réseaux d'interconnaissance, des réglementations mises en vigueur depuis les années 80 (condition de l'apport total de la production aux structures coopératives, pas de transformation ni de ventes en direct pour les adhérents aux Sica...), et un cadre de formations professionnelles placé sous l'influence du modèle économique et d'élevage majoritaires. Toutefois, les pressions économiques et environnementales s'accroissent et les années 2000 marquent l'entrée de la Réunion dans le mouvement du développement durable. L'État et les collectivités territoriales décident d'adapter leur stratégie politique en ratifiant un Plan d'aménagement des Hauts ruraux (PDHR) en mai 2006. L'année suivante, la création du Parc national de la Réunion marque un tournant dans ces mutations. Ces contextes successifs de recomposition du maillage institutionnel et le décret d'une gouvernance partagée entre les collectivités, les services de l'État, le Parc national et des représentants de la société civile sur la période 2014-2020, animée par un nouveau Secrétariat Général des Hauts (SGH), invitent les Hauts de l'île et ses habitants à s'adapter pour redéfinir leurs modèles d'existence. Le secteur de l'élevage à la Réunion est mis en question en termes d'incidences sur l'environnement insulaire, dans ses évolutions au regard des activités de loisirs et touristiques, des réglementations sur la protection de la nature et des phénomènes de rurbanisation dans l'aménagement des territoires.

L'objectif de cet article est de comprendre la manière dont la requalification de la région de la Plaine des Cafres (Hauts du Sud de l'île), est envisagée : entre élevage, tourisme, valorisation du patrimoine et protection de l'environnement. Pour ce faire, nous analyserons la manière dont est portée la création d'un lieu touristique et par qui elle est portée. L'idée est d'analyser comment cette « invention du regard » est vécue, appropriée par les habitants, notamment par les éleveurs, et de mettre en évidence les reformulations territoriales qui en émergent. Ce questionnement renvoie plus largement aux formes d'innovations signifiant la fin d'une monofonctionnalité d'espaces ruraux français marqués par la spécialisation agricole. L'état de l'art des travaux sur l'île de la Réunion souligne combien le tourisme, l'environnement et le patrimoine requalifient les enjeux de régions développées par le vecteur agricole mais les différents secteurs d'activités y sont étudiés indépendamment les uns des autres. Nous voudrions *a contrario* lier les différentes entrées, à l'image d'un ouvrage collectif récent qui engage à repenser différemment les Hauts de l'île et à passer de l'enjeu des filières à celui du territoire [Jarousseau & al. 2016]. D'autres études traitent de ces réinventions dans des contextes différents. Certaines interrogent la redéfinition du métier d'agriculteur à partir des multi-fonctionnalités de l'activité incluses dans de nouvelles imbrications entre espaces agricoles et sociétés urbaines [Poulot 2014]. En effet, l'agriculture

est aussi élément de l'espace social et paysager, support patrimonial et identitaire si bien que les agriculteurs sont désignés comme les acteurs principaux des transformations de l'espace, avec la mobilisation de l'ensemble des composantes de la société. D'autres travaux [Desmichel 2000] interrogent les discours qui tendent à accorder au tourisme un rôle majeur pour permettre aux territoires ruraux fragiles de se développer économiquement et de gagner en attractivité : alors que le tourisme est souvent considéré comme le moteur et le levier du développement local, les auteurs mettent en évidence les risques et les limites de ces schémas de pensée.

À l'échelle de notre terrain, l'absence d'études récentes tenant compte de la complexité des enjeux sociaux et territoriaux, partant du milieu de l'élevage, nous a amené à produire de nouvelles connaissances sur le sujet. Cet article s'appuie sur un travail de terrain effectué entre janvier 2016 et janvier 2019, dans le cadre d'une thèse de doctorat de géographie [Laboureux 2019]. Il a combiné observations et entretiens semi-directifs auprès de familles d'éleveurs de la Grande ferme et d'autres professionnels. Les enjeux étaient de comprendre les perceptions des acteurs de la Plaine des Cafres au sujet de l'élevage aujourd'hui, les stratégies d'aménagement du territoire, l'analyse des logiques politiques portées par les instances régionales avec leurs cadres englobants, l'observation des synergies entre les initiatives dédiées à la protection de l'environnement, aux activités agricoles, au tourisme et au développement de nouveaux services. Ce protocole méthodologique a permis de déterminer les relations au sein du « milieu agricole » et ses liens avec les autres structures d'aménagement et de développement (Parc national, représentants de la société civile, associations, animateurs territoriaux, municipalités...)

Nous exposerons tout d'abord le contexte du terrain d'enquête situant les éleveurs sur un territoire vecteur de multi-usages. Nous verrons ensuite que les mutations du territoire transforment les vocations dédiées à la Grande ferme, entre berceau de l'élevage et projets touristiques. Enfin, nous aborderons les différentes formes d'intégrations sociales et territoriales pour les éleveurs qui émergent de ces destinées plurielles.

1. Des éleveurs habitant un territoire attractif et vecteur de multi-usages

1.1. Les Hauts, d'une région isolée à une région d'élevage intensif

Notre terrain principal d'étude est la Grande ferme. Elle a été un des premiers sites pilotes de l'aménagement des Hauts de la fin des années 70 et est présentée aujourd'hui comme le berceau de l'élevage. Au début de mes enquêtes, j'y avais comptabilisé 36 chefs d'exploitation (30 en bovins viande, dont trois éleveurs en diversification petits ruminants — ovins et caprins — et

6 en bovins lait). La localité est située au sud de l'île de la Réunion, dans la région de la Plaine des Cafres, au nord de la commune du Tampon et non-loin de Bourg-Murat : c'est un ancien « écart » résidentiel, constitué de quelques centaines d'habitants, fondé sur les liens de parenté [Watin 1982] et d'interconnaissance.

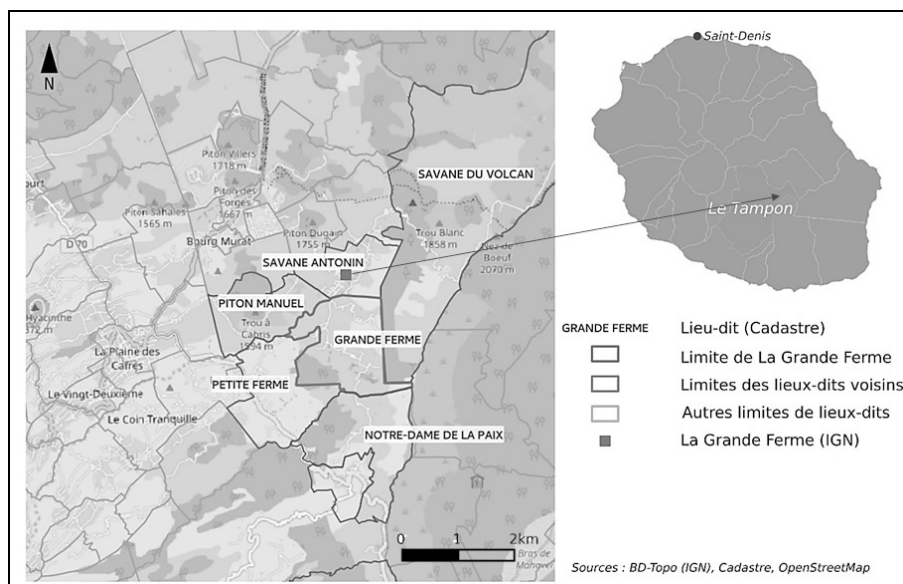


Figure 2 – Exposition cartographique de la Grande ferme.

Le quartier témoigne des transformations du contexte socio-économique dans lequel les éleveurs bovins exercent leur activité. Ces derniers sont issus de populations dites de « Petits blancs des Hauts », soit des descendants d'évincés de partages successoraux venus se réfugier dans cette région dès le XVIII^{ème} siècle au moment de la mise en place de l'économie des grands domaines fonciers par la colonie [Ottino in Cherubini 1996, p. 260] ; ce mouvement atteint son paroxysme au XIX^{ème} siècle. Si l'abolition de l'esclavage en 1848 aurait pu bouleverser l'organisation des rapports sociaux sur l'île, elle accélère au contraire l'appauvrissement des petits propriétaires ayant perdu leur main-d'œuvre esclave, les contraignant à vendre leurs terrains à des prix dérisoires. Les Hauts de l'île de la Réunion, tels que définis administrativement aujourd'hui, s'imposent alors dans une nouvelle géographie de l'Île : peu investis jusqu'alors, hormis par les esclaves fugitifs, les « marrons », ils deviennent le lieu d'installation des Blancs les plus pauvres refusant de travailler dans les Bas. Une société paysanne de type agriculture familiale se

dessine dans les Plaines comme celle des Cafres et des Palmistes, mais le dénuement des habitants y est grand au point de conférer pour longtemps une image péjorative à ces espaces.



Figure 3 – Photographie de présentation de la Grande ferme.

En 1946, l'île de la Réunion est proclamée 87^{ème} département français mais l'île ne s'engage véritablement dans la départementalisation que dans les années 60. Si cette période est marquée officiellement par une forte expansion, elle est aussi celle du renforcement de fortes disparités entre ceux qui en profitent et ceux qui la subissent. Ainsi, les familles d'agriculteurs des Hauts de l'île sont toujours démunies d'infrastructures de base (électricité et eau courante), enclavées (il n'y a aucun axe routier) et reléguées dans ces territoires. Un processus d'exode rural démarre alors : les plus jeunes quittent les régions des pentes à la recherche d'un travail.

Le PAH intervient en 1978. L'État, les collectivités et les organismes socio-professionnels prennent conscience de ces « *territoires ruraux en retard de développement* »² et plusieurs axes deviennent prioritaires pour enclencher un développement pérenne qui s'appuie sur les atouts géographiques, climatiques et humains de la zone. L'agriculture est le fil conducteur de ce programme d'aménagement transversal : un des principaux objectifs consiste à développer

² Extraits du PAH.

l'élevage bovin semi-intensif et extensif au-dessus de 1000 mètres. Ainsi, l'aménagement pastoral dans les Hauts s'appuie sur les systèmes herbagers des associations foncières pastorales (AFP) visant à assurer la mise en valeur des prairies. Une réforme foncière menée par la Société d'aménagement foncier et d'établissement rural (Safer) initie la revente des terrains en lots de 5 à 15 hectares, en les redistribuant à de nouveaux propriétaires. L'élevage laitier, qui avait commencé à se structurer autour de la Sicalait dès 1962, est préconisé sur les surfaces de 5 à 10 hectares. L'élevage allaitant se répartit sur les surfaces de 15 hectares au moins et s'organise autour de la Sica Révia en 1979. L'orientation proposée par les institutions est l'unité familiale dégageant un SMIC sur une exploitation agricole.

À une agriculture diversifiée et collective se substitue progressivement une structuration autour de filières de productions animales spécialisées, calquées sur le « modèle » métropolitain d'après-guerre, avec l'arrivée de techniciens souvent venus de Bretagne, travaillant « très vite » avec des chercheurs agronomes et techniciens du Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD). La Plaine des Cafres devient un support d'aménagement dédié à l'élevage et à la production animale. La génétique s'améliore et à partir de la fin des années 1980-début des années 1990, le message officiel, nourri par l'accès à différentes subventions, est d'augmenter la rentabilité et d'intensifier la production. Dès 1984 le groupe Union Réunionnaise des coopératives agricoles (Urcoopa) qui intervient aussi bien en amont qu'en aval des filières, détient le monopole de la production et de la commercialisation d'aliments pour animaux et pour l'industrie laitière. La Sicalait et la Sica Révia portent respectivement des fermes modèles telles que l'atelier de génisses et la Société d'études de développement et d'amélioration de l'élevage Océan indien (SEDAEL). La Fédération Régionale des Coopératives Agricoles (FRCA) regroupe l'ensemble des coopératives agricoles de l'île. En aval, les collectes (lait, animaux) s'effectuent par les Sica de référence : l'abattage par la Sica Bovins (abattoir de la Sica Révia), la transformation par la Compagnie Laitière des Mascareignes (Cilam en fusion industrielle et commerciale avec la Sicalait, aujourd'hui actionnaire du groupe) et la Société Réunionnaise Laitière (Sorelait). La Sica frais se charge du transport pour la viande et l'Association réunionnaise interprofessionnelle pour le bétail et les viandes (Aribev) assure le rôle d'interprofession pour les filières.

1.2. Un modèle remis en cause

La fin des années 90 et les années 2000 marquent une période de rupture pour l'élevage bovin réunionnais. La Sicalait et la Sica Révia subissent une crise de confiance. La filière laitière par exemple, est en diminution constante d'effectifs de producteurs du fait de difficultés de transmission et de reprises : le nombre d'exploitations est divisé de moitié, de 147 en 1996 à 68 en 2017

[Étude Agri-Péi, 2030, sept. 2018]. Pour la filière allaitante, la chambre d'agriculture dénombrait en 2000 environ 3600 éleveurs alors qu'en 2017, le nombre de détenteurs de bovins est passé à 1340 (soit une diminution d'environ 60%). Après le temps de l'intensification portée par l'État, le département et région d'outre-mer (DROM) figure, comme les autres régions d'élevage français, la crise de ce modèle [Canévet 1984]. Surtout la professionnalisation de l'élevage a été largement soutenue par d'importantes subventions sans attention particulière aux adaptations nécessaires des éleveurs. Les premiers installants l'étaient facilement, quelles que soient les conditions et même si les techniques d'élevage préconisées étaient appropriées partiellement par certains éleveurs. Les processus « d'assistancialisme » mis en évidence en 1995 par Jean-Pierre Olivier de Sardan, répondant à la stratégie de maximiser les aides, de tenter de bénéficier le plus possible des avantages financiers ou matériels dédiés au développement du secteur étaient courants. Ces procédés ont rapidement trouvé leurs limites face au nombre d'exploitants qui ont vu leur situation se dégrader au fil des années et des nouvelles exigences.

En parallèle de ces différentiels entre éleveurs, les contraintes administratives et réglementaires sont allées en grandissant et ont établi un fossé d'autant plus important entre les différents professionnels. Toute cette période marque l'entrée de l'élevage dans un processus de modernisation globale brutale basée largement sur l'idée récurrente d'un retard à rattraper vis-à-vis de la métropole. A la Grande ferme, nombre d'éleveurs font toutefois partie des figures de réussite enviables mais ils le sont devenus à force de travail dès l'origine, en passant par la culture de pommes de terre et la pratique de l'élevage laitier très tôt. Leur source de trésorerie s'étant stabilisée et renforcée au fil du temps, la structuration de l'élevage a été pour eux une continuité de leur activité.

Enfin, les nouveaux défis rencontrés sont aussi relatifs aux problématiques foncières et climatiques. Le modèle d'élevage métropolitain promu entre en confrontation avec un contexte insulaire et local difficile à dompter. Reliefs escarpés, ravines, givre, périodes de sécheresse ou cycloniques, petites parcelles favorisant les problèmes sanitaires, montée de l'urbanisation, sont autant de facteurs contraignants. Les faillites d'exploitations avant l'âge de la retraite des éleveurs sont ainsi fréquentes dans les années 2000, liées pour certaines à des maladies importées (notamment l'IBR, Rhinotrachéite Infectieuse Bovine) lors d'acheminement de génisses laitières en 2003 sur l'île de la Réunion.

Ces dynamiques remettent en question à différents niveaux le secteur professionnel de l'élevage. Aujourd'hui, ce modèle est en évolution selon plusieurs processus.

À partir des données qualitatives recueillies, j'ai constaté une acculturation au modèle d'élevage intensif, spécialisé et inscrit dans un système

subventionné. Dans ce cadre, l'exploitation, fondée sur la famille rapprochée, suit le modèle en filière et répond à un enjeu de reproduction professionnelle, soit sous une forme individuelle, soit sous une forme sociétaire, selon les cadres de développement fixés par les Sica et la FRCA. Ainsi le noyau d'éleveurs de la Grande ferme affiche une certaine stabilité autour des filières organisées et les relations aux Sica sont nourries par des relations fondées sur la parenté, le lien au foncier, la résidence, le voisinage d'exploitation et l'entraide. Elles sont encore renforcées par des éléments producteurs de sens, relatifs à l'amour du métier, l'attachement à la terre et l'action de production. Les données régionales chiffrées corroborent nos observations : le volume de lait produit par les élevages adhérents de la Sicalait est proche de 100% en 2017 (18.8 millions de litres collectés par la filière organisée contre 60 000 litres la même année par les indépendants). Et la production de la Sica Révia représente 94% de la production totale passant par l'abattoir [Étude Agri-Péi 2030, sept. 2018].

Nonobstant cette stabilité, certains projets d'agriculteurs dépassent le cadre professionnel des années 1970 à travers une reformulation de la définition de l'exploitation agricole familiale dans un contexte où l'enjeu agricole s'inscrit dans un parcours familial et résidentiel. L'acculturation constatée n'empêche donc nullement des volontés ou des réalisations professionnelles, non structurées institutionnellement qui découlent de reconversions ou de diversifications influencées par des sensibilités issues de l'agro-écologie ou de l'agro-tourisme : ces dernières viennent en réponse à des attentes de la société globale, à un désir de retour à des pratiques « traditionnelles » et/ou à une recherche individuelle de valorisation de l'exploitation. D'autres processus émergent de choix intentionnels de la part des exploitants, notamment des éléments à conserver dans des pratiques d'élevage pouvant aboutir à des réinventions des formes d'agriculture. Des éleveurs allaitants en naisseurs par exemple, initient des diversifications en naisseurs-engraisseurs sur la Plaine des Cafres alors que les deux activités étaient initialement partagées sur la base géographique des Hauts et des Bas.

Ainsi, en prenant différentes formes, le modèle d'exploitation familiale est remis en cause. Les projets des Sica, suite à des initiatives de diversifications et aux mouvements du territoire sont donc amenés à se renouveler. L'approche socio-anthropologique révèle clairement des formes d'intégrations sociales et des dynamiques d'adaptations de groupes sociaux pris dans des mutations territoriales.

1.3. Les Hauts à la croisée des mutations territoriales

Après avoir dû s'adapter à la professionnalisation de l'activité d'élevage, puis à sa structuration et aux exigences productivistes, les éleveurs sont

actuellement confrontés à l'arrivée de nouveaux acteurs économiques et territoriaux, notamment touristiques.

Historiquement, les Hauts de l'île de la Réunion étaient, entre 1850 et 1945, considérés comme les espaces du thermalisme [Dalama 2005]. Si les années 60 marquent un changement de territoire de villégiature avec la mise en tourisme du littoral ouest, le cœur de l'île redevient un enjeu touristique avec le PAH (valorisation des régions montagneuses et de la diversité des paysages).

A la Plaine des Cafres, les concrétisations de projets touristiques se sont faites dès les années 90-2000, sous le signe de l'« agro-tourisme ». Des formations dédiées ont été mises en place pour que les femmes d'agriculteurs « deviennent des hôtesses d'accueil ». Toutefois, plutôt que de s'inscrire dans la globalité d'un projet, des familles d'agriculteurs se sont lancées dans la construction de gîtes à des fins résidentielles pour la descendance. Par ailleurs, l'agrotourisme a été rapidement perçu comme concurrentiel aux filières d'élevages spécialisés si bien que tous n'ont pas répondu. En effet la production de lieux touristiques *« est un acte social par excellence, qui répond à un certain nombre de besoins, d'aspirations, d'idéaux, de croyances émanant d'un groupe social en particulier et constituant en quelque sorte un modèle culturel médiatisant la relation à l'espace. »* [Vernex 1993, p. 16]. En 2000, une enquête auprès de 200 touristes métropolitains à l'aéroport Roland-Garros [Dalama 2005, p. 346], montre la célébration des Hauts de l'île comme un territoire de randonnées. Ils deviennent *« le nouveau décor du tourisme et des espaces à partager entre touristes et populations locales »* [Ibid p. 347]. On est bien dans ce tourisme de nature promu à partir de 2007 par le Parc national, tourisme qui permet de se différencier dans la zone Océan indien face à d'autres îles telles que Maurice et les Seychelles.

Aujourd'hui, l'espace de la Grande ferme est donc à la croisée de différentes mutations territoriales en cours : il est à proximité du Parc national (vision protectionniste de l'environnement), de la route du volcan et de Bourg-Murat, point névralgique du développement touristique : la route du volcan, est notamment un des axes les plus fréquentés de l'île (environ 400 000 visiteurs par an selon l'Institut régional du tourisme). Les habitants de la Grande ferme partagent désormais leur espace avec de nombreux voyageurs. La récente attractivité du territoire bouleverse les dynamiques sociales dans ledit « écart résidentiel ». Restauration, accueil en gîtes, tables d'hôtes, activités de loisirs en plein air, parcs d'attractions, expérimentations environnementales... relativisent le caractère identitaire figé donné au lieu « berceau de l'élevage ». Les représentations différenciées du territoire se confrontent, l'image de la Grande ferme se diversifie et l'espace villageois se restructure [Champagne 1975].

2. Quand le « berceau de l'élevage » devient « territoire de projets touristiques »

2.1. « L'invention d'un lieu touristique » : les loisirs au service de l'attractivité du territoire

Actuellement, Bourg-Murat est moins considérée comme une zone d'étape que comme zone de passage. Combinées au manque d'attrait de la localité, de la non-structuration du bourg et de la pauvreté des cohésions existantes, les retombées économiques semblent faibles. L'équipe municipale se tourne donc pour créer de l'emploi vers la production d'un lieu touristique en s'appuyant exclusivement sur des loisirs à partir de cibles touristiques qui se veulent différentes d'autres offres. Un golf et un parc d'attractions à l'effigie du volcan prenant exemple sur le Puy du Fou viennent répondre à des demandes plurielles (variété de publics mais aussi investisseurs, promoteurs et fédération française de golf) et dans ce cadre, Bourg-Murat se dote d'une nouvelle image qui s'éloigne de celle liée aux terres agricoles et à la randonnée pour marcheurs chevronnés. Pour Jean-Claude Vernex [Vernex 1993, pp. 16-17], la production d'un lieu touristique est « *un système de représentations projeté sur le monde réel (...) Changement de volume, changement d'échelle, font que le tourisme d'aujourd'hui investit en profondeur le loisir jusqu'à faire des loisirs (...) l'objectif même du voyage* ». Au Tampon, le regard porté sur le lieu est réinventé afin de répondre à une demande émanant de voyageurs issus de pays asiatiques et se construire une place toujours plus importante devant la concurrence des pays voisins de l'Océan Indien (notamment l'île Maurice). Le secteur touristique est également appréhendé dans une continuité logique de développement du territoire et il est considéré par la municipalité comme un moyen d'ascension économique et sociale des habitants après la structuration des filières d'élevages. Selon le maire, les projets touristiques répondraient à la demande d'une population jeune, instruite, à la recherche d'emploi : « *Maintenant, les enfants des agriculteurs sont instruits, donc on vise d'autres projets (...) Le tourisme doit créer de l'emploi. Je vois ça, d'abord comme un progrès social, deuxièmement comme une promotion pour ceux et celles qui vont travailler sur ce projet.* »

Ainsi la profession d'éleveur n'est pas reconnue dans cette vision du développement, non plus que les différents services éco-systémiques délivrés par l'élevage. Surtout les situations de reprises d'exploitations ne sont pas mentionnées. Mais des dynamiques émergent de ce développement descendant où ni les habitants, ni les éleveurs ne sont consultés sur la mise en place des projets. En effet, pour reprendre les propos de Jean Pierre Olivier de Sardan [Olivier de Sardan 1995], « *le développement correspond à l'ensemble des processus sociaux induits par des opérations volontaristes de transformation d'un milieu social, entreprises par le biais d'institutions ou d'acteurs extérieurs à ce milieu,*

mais cherchant à mobiliser ce milieu et reposant sur une tentative de greffe de ressources et / ou techniques et / ou savoirs ». Les projections opérées par la municipalité sur le monde réel se construisent pour un « progrès social », une promotion des habitants, pour l'attractivité d'un lieu, pour sa différenciation par rapport à d'autres. Le produit d'appel utilisé s'insère dans un phénomène d'imitation (par rapport au Puy du Fou) ou de tendance (golf) pour une diffusion sociale et spatiale. Parler d'invention du lieu touristique nous oblige à interroger le changement de sens qui sous-tend une définition de plus en plus mouvante des lieux considérés comme touristiques, d'autant plus que cette définition est plurielle, voire contradictoire parfois en fonction de l'institution ou de l'acteur qui la porte.

2.2. La valorisation de l'agrotourisme et de « la ruralité » au service d'une patrimonialisation des Hauts

Face aux projets envisagés par la mairie du Tampon, l'agrotourisme n'est cependant pas mis de côté. Soit il s'inscrit dans une continuité historique dans les accompagnements proposés par l'Association de développement du monde rural (AD2R), soit il prend la forme de l'« émergence » d'alternatives, basées généralement sur la diversification. Celle-ci se développe d'une part à travers l'accueil touristique encadré par des réseaux types « Bienvenue à la ferme » (avec des prestations conçues comme un gage de « retour à la nature », de découverte de produits alimentaires, de loisirs, au sein « de relations de proximité »), d'autre part, dans une diversification de productions censée sauver l'agriculture. Comme l'a montré Gaëlle Heurtin [Heurtin 2000], l'agrotourisme continue, dans la conscience collective d'être considéré comme une sorte de relais là où la seule activité agricole ne suffit plus. Le risque demeure toutefois de persévérer dans le développement d'une forme de « tourisme rudimentaire », les principaux acteurs manquant à la fois de formations, de compétences, de connaissance mais aussi d'envie réelle de s'engager dans le domaine touristique. Sur la Plaine des Cafres, nous observons une abondance des formes d'accueil (locations saisonnières, gîtes, chambres d'hôtes...), mais également une pluralité de conceptions de l'accueil. Ce que l'on pourrait nommer une « culture touristique » n'est pas absorbée par tous de la même manière. Or il s'agit d'un domaine professionnel à part entière connaissant un certain nombre de normes, de règles, de tendances, d'inscription sur un territoire. C'est d'ailleurs ce que prône l'AD2R au Tampon qui craint de voir se multiplier gîtes et hébergements pour des finalités somme toute non touristiques. Plutôt que parler de diversification, elle souhaite aller vers une distinction entre les professionnels du tourisme d'une part et les agriculteurs d'autre part, en jouant sur leur complémentarité. Les créations d'activités seraient le fait de personnes non issues de l'agriculture, formées dans le domaine du tourisme et construisant des passerelles avec les

multifonctionnalités des exploitations agricoles. On retrouve là encore la volonté d'inventer un nouveau regard sur un lieu à travers une diversification d'activités pour la création d'une « identité ».

Ce regard passe aussi par la transmission d'une image sociale accolée à la « *ruralité comme art de vivre* ». De tels propos ont été entendus, notamment lors de rencontres organisées par l'Université rurale de l'Océan indien en décembre 2017 : « *comment mettre en place notre authenticité ?* » ; « *de quelle ruralité on veut ?* » ; « *les territoires ruraux ont une identité très forte* ». La distinction entre rural et urbain est réaffirmée et se renforce profondément au sein des instances politiques pour légitimer des dynamiques d'aménagement territorial ciblées. Plus que jamais, face aux enjeux actuels, le « monde rural » est mobilisé comme « patrimoine culturel » à préserver mais aussi comme espace d'innovations. Les Hauts dont il est question en matière de « ruralité » sont l'objet d'expérimentations pour favoriser les initiatives en lien avec le tourisme et l'agrotourisme. Du fait de territoires divers et d'une multiplication d'acteurs qui complexifie la cohérence des projets, le SGH intervient à travers un cadre stratégique partagé pour établir une gouvernance concertée et construire « *une ruralité à la Réunion* ». Cinq enjeux majeurs ont été adoptés dans la continuité du PDHR pour la période 2014-2020 : structurer les bourgs ruraux *via* une attractivité touristique, développer les secteurs d'avenir innovants, accompagner la qualification des acteurs ruraux, préserver la biodiversité en concertation avec la charte du Parc national et participer à la promotion de la culture et du patrimoine.

2.3. La vision du Parc national : sublimer un territoire en offrant des « clés de découverte »

Pour le Parc national, biodiversité, culture et paysages doivent être des atouts pour le développement économique : les agents du Parc national développent ainsi d'autres représentations du tourisme et du territoire. Un des principaux dispositifs s'appuie sur des sites dits « emblématiques », comme le volcan, pour générer des démarches de projets à travers la dynamique « portes de parc » qui propose des « itinéraires ». L'enjeu est de dépasser les frontières géographiques entre Hauts et Bas ou les limites communales pour assurer des itinéraires de découvertes et regrouper tous les acteurs afin de « sublimer le territoire »³. Les portes de Parc, qui sont au nombre de treize, liée chacune à un site, travaillent la mise en scène pour que ce site favorise des retombées économiques directes ou indirectes sur le bourg concerné. Pour le site du volcan par exemple, la porte de parc est Bourg-Murat, mais la non-signature de la municipalité de la charte du Parc national ne permet pas de la concrétiser.

³ Les termes placés entre guillemets reprennent des expressions verbalisées par des salariés du parc national lors de nos rencontres.

Par ailleurs, une démarche de schéma d'interprétation et de valorisation écotouristique (SIVE) est en cours, l'écotourisme devenant le maître mot du projet avec la mission de coordonner les manifestations sportives, les activités ou les loisirs de pleine nature. Mais quand l'écotourisme vise à ce que le visiteur s'intègre au milieu et se le réapproprie, l'amateur des activités de plein air ne cherche pas en premier lieu à s'intégrer à l'environnement. « Demain, il sera ailleurs pour profiter d'un autre spot » [Bessy & Mouton 2004, p. 16]. Toutefois, là où écotourisme et sports de pleine nature se rejoignent, c'est dans leur participation à la valorisation des territoires.



Figure 4 – Praticants de Trail (course de montagne) sur des sentiers jouxtant les pâturages de la Plaine des Cafres

L'institution Parc prône une approche concertée et structurée qui peine à se mettre en place tant les perceptions de la mise en tourisme d'un même territoire sont variées. Même si cadre stratégique partagé et charte du parc national ambitionnent davantage de collaborations au service des Hauts de l'île, les projets se montent sans véritable cohérence, cohésion, ni communication. De ce fait, chacun participe à des mises en scènes, des inventions de lieux touristiques, comme autant de pièces de théâtre juxtaposées dont les habitants seraient les spectateurs.

3. Vers de nouvelles formes d'intégrations sociale et territoriale pour les éleveurs de la Grande ferme

3.1. Le tourisme en Plaine des Cafres « entre désunion et réunion des Hauts et des Bas » [Dalama 2005]

Les stratégies opérées à un niveau institutionnel débouchent sur une diversité d'itinéraires et d'expériences qui replace l'activité touristique dans une dynamique individuelle et familiale. L'appropriation du tourisme par les habitants est le fait de profils variés, majoritairement de jeunes générations venues ou revenues s'installer récemment sur la localité après des expériences dans les Bas ou à l'extérieur de l'île. La plupart ont des liens directs (de sang ou d'alliance) avec des familles d'agriculteurs de la Grande ferme. Un seul porteur de projet rencontré n'a jamais bougé du quartier : il s'agit d'un fils d'éleveurs qui a fait le choix dès les années 90 de se lancer dans un projet de gîtes labellisés Accueil Paysans, sur le terrain dont il avait hérité. Deux femmes sont filles d'éleveurs ; elles sont parties quelques temps de la Grande ferme (au Tampon, en France et à Saint-Pierre) pour revenir afin de monter des projets touristiques. Les autres profils viennent de zones différentes de l'île (notamment des Bas) ou de l'étranger mais sont désormais liés à des familles de la Grande ferme. Seules deux personnes rencontrées n'ont pas de liens directs avec les familles de la localité : elles s'y sont installées dans l'intention de monter respectivement des tables d'hôtes (en 1988) et un centre de tourisme équestre (au début des années 2000).

Tous les projets proposés s'intègrent dans un cheminement : tantôt une continuité de démarches, tantôt une volonté de « retour aux sources » mêlée à la possibilité de faire bénéficier de nouvelles compétences acquises ailleurs, avec toujours une représentation d'un territoire empli de potentiels. Tous les porteurs de projets que nous avons rencontrés expriment la nécessité de préserver « cadre de vie », « singularité » des Hauts, de se différencier avec les Bas et de communiquer sur ce qui fait « patrimoine » dans la Plaine des Cafres. La « nature », le « climat », « la tranquillité », « l'accueil », « le berceau de l'élevage », sont autant d'éléments mis en avant. L'appel de la tradition, de la transmission ancestrale est présent dans les échanges et il est la plupart du temps combiné à l'apport de nouveautés. À ce titre, ces porteurs de projets sont aussi dans une dynamique « d'invention de regard » pour la construction et l'appropriation d'un territoire touristique, qui serait la résultante à la fois d'une désunion mais aussi d'une réunion des Hauts et des Bas. Parler « d'invention de regard » est un moyen de mettre à distance l'ensemble des termes employés par les enquêtés puisque les « identités » dont il est question demeurent des produits sociaux et historiques [Avanza & Laferté 2005, p. 136]. En effet, si le tourisme est indissociable de ses composantes imaginaire et symbolique, il

s'agit avant tout d'une pratique sociale à considérer globalement avec toutes les limites qu'elle comporte [Desmichel 2000].

La diversification répond à différentes stratégies, et peut être un moyen de pallier les difficultés rencontrées au sein d'une activité ; le forgeron de la Grande ferme par exemple, s'est lancé dans la gestion d'une pizzeria au feu de bois lorsqu'il a rencontré des problèmes économiques au moment de la fermeture de ses chalets. L'hébergement demeure une offre centrale dans les projets touristiques proposés : soit il s'intègre dans un projet de diversification original, soit il est l'activité principale. Lorsqu'il n'y a pas diversification d'activité, la stratégie peut être de proposer une offre de restauration différenciée construite autour des produits locaux, pour capter deux clientèles : les visiteurs locaux et les touristes extérieurs. Tous réfléchissent à leur niveau sur la manière de susciter l'intérêt des visiteurs pour que les retombées économiques profitent à Bourg-Murat. De ce fait, ils sont pour la majorité mitigés au sujet des projets municipaux. D'un côté ils y voient une plus-value en termes de création d'emplois, mais de l'autre, ils craignent une dénaturaion de leur lieu de vie et de travail. En revanche, sans que le Parc national ne soit mentionné par les porteurs de projets, leurs objectifs sont similaires : les cibles sont communes, les références à la « nature » et au « patrimoine » se font écho, et la manière de percevoir le tourisme répond à une idée « d'itinéraire », à une capacité à être en relation pour proposer une expérience de découverte et d'émotions. Les projets et les liens avec « le berceau de l'élevage » restent cantonnés pour le moment à un niveau individuel, même si des circuits, des itinéraires et de timides mises en réseaux commencent à s'ouvrir.

3.2. De nouvelles potentialités professionnelles pour les éleveurs de la Grande ferme

À l'heure où les filières, à travers leurs Sica, semblent se centrer sur leurs objectifs de productivité et de technicité, peu de marge de manœuvre semble envisageable, à moins que le modèle ne se renouvelle à titre individuel par des éleveurs à la recherche d'un nouveau type d'activité professionnelle agricole. Rappelons que la localité s'inscrit dans des rapports sociaux de production entre les éleveurs et leurs Sica de rattachement. Entre les exploitants, les relations sont tissées à travers la parenté, le voisinage d'exploitation et l'affinité, le tout associé à une entraide de proximité. La Grande ferme est une société en cours de mutation : ainsi, à l'échelle individuelle, chacun peut mobiliser d'autres sources de liens sociaux.

La séparation entre monde professionnel agricole et tourisme, est de moins en moins visible tant les gîtes et les hébergements chez l'habitant prennent de l'ampleur sur la Grande ferme. Aussi, de nombreux « nouveaux venus », considérés comme des « étrangers » sont-ils des voisins directs des éleveurs. Par ailleurs, des passerelles existent au sein de familles « mixtes » (couples

construits entre « nouveaux venus » et membres de familles d'éleveurs installées depuis des générations sur la Grande ferme) et parfois entre voisins. Dans les parcours rencontrés, les transmissions de pratiques hors élevage se font entre anciens éleveurs et nouvelles générations (gendres ou belles-filles). Dans les pratiques, la construction de complémentarité paraît donc en passe de se concrétiser entre acteurs ayant des fonctions bien précises, sans obligation de passer nécessairement par une diversification des exploitations. On le voit à travers l'exemple d'une auberge qui a sollicité une éleveuse de moutons et de bovins pour des visites d'exploitation à visée pédagogique. De même, des restaurateurs fonctionnent avec des agriculteurs pour pouvoir être fournis directement de produits locaux. Cette complémentarité basée sur l'existant serait une des voies envisageables pour le développement socio-économique de la région, pour la pérennité de l'activité d'élevage, sa valorisation sur le territoire et pour une offre touristique diversifiée.

De plus, les professionnels du tourisme et de l'élevage participent au même objectif de limiter l'étalement urbain sur leur lieu de vie. Selon Pierre Vitte [Vitte 1998, pp. 69-70], les objectifs portés par une poignée de décideurs et de représentants de la société civile sont que le tourisme devrait contribuer à une reconnaissance de l'espace rural à travers des discours de développement local et durable. La valorisation du territoire rural passe aujourd'hui par le fait de regarder au-delà de la ligne agricole, particulièrement avec l'appui d'animateurs de développement territorial. Les opportunités possibles recensées sont de plusieurs ordres : l'une d'entre elles pourrait être de développer de la vente directe combinée à des visites d'exploitations, ou des randonnées de ferme en ferme (pratiques qui commencent à s'envisager entre Bourg-Murat et la Grande ferme). Cette voie de commercialisation de vente directe serait un moyen aussi pour les éleveurs qui en ont l'envie, de se lancer eux-mêmes dans la transformation de leurs produits (confection de fromages, autres produits laitiers...) Cette perspective de commercialisation de proximité, pour fonctionner, pourrait être encouragée par les collectivités territoriales (communautés d'agglomérations et communes) à travers des axes de travail rattachés au cadre stratégique partagé ou aux groupes d'actions locaux (GAL). Ces initiatives impliquent aussi une coordination des personnes par une structure animatrice de terrain. Toutefois, au vu de la réglementation actuelle des filières d'élevage, l'émergence de ces activités ne peut se faire en l'état et encore faudrait-il qu'une réelle connexion existe entre municipalités, filières agricoles et AD2R par exemple. Un établissement seulement approvisionne les visiteurs de fromages confectionnés sur Bourg-Murat à partir de lait produit par un éleveur de la Grande ferme, mais cette activité est une exception. Les confections et ventes de fromages effectuées par des particuliers se font en direct seulement lorsque les personnes ne sont pas affiliées aux Sica.

Le maintien de l'élevage laitier sur l'île de la Réunion semble ainsi en discussion dans le cadre de reformulations émanant des professionnels

individuellement, qui auraient besoin d'une évolution des réglementations. Pour le moment ces nouvelles initiatives sont peu suivies et soutenues par les Sica et par le système économique dont elles font partie. Pourtant les exploitations pourraient être la vitrine d'une profession et d'un savoir-faire, mais pour le moment leur rôle de structuration d'un paysage et de définition du caractère singulier d'un territoire est très peu mis en valeur. Il suffit de regarder les abords des exploitations agricoles, peu valorisés esthétiquement pour s'en rendre compte. Ainsi, renouer avec les apports éco-systémiques des élevages pour les replacer dans les enjeux de développement territorial initiés par le PAH permettrait aux professionnels en difficultés de retrouver un sentiment de légitimité et de reconnaissance à exercer sur leur territoire. Actuellement, l'élevage allaitant semble davantage remplir ce rôle : la vente en direct possible dans cette forme d'élevage pour les professionnels qui ne seraient pas affiliés à une Sica conforte aussi le maintien de la profession sur la Plaine des Cafres.

Conclusion

Des exemples d'organisations collectives à l'initiative de mutations de pratiques agricoles au niveau national [Deléage 2000] mais aussi localement nous éclairent au sujet des transitions agricoles et rurales. Estelle Deléage, développe le cas d'un collectif d'agriculteurs qui a pu se mobiliser contre l'intensification de leur activité ; la mise en place de la vente en directe à travers ce collectif a été une clé pour rompre l'isolement de certains professionnels intégrés à l'industrialisation des filières. Dans le sud de l'île de la Réunion, Grand coude, un village considéré « à forte typicité » est également en train de se restructurer à l'initiative d'une association de professionnels accompagnée d'un Groupe d'Action Locale (GAL). Le lieu est considéré comme une « destination » en devenir, orientée autour des productions de thé blanc, de café et de l'huile essentielle de géranium. Des liens sont en train de se tisser avec les élevages laitiers locaux. L'un des porte-parole de l'association compare leur organisation au Petit Prince de Saint Exupéry : « une destination où les habitants sont ambassadeurs ».

A la Grande ferme, les chemins pour parvenir au développement et à l'attractivité du territoire semblent au contraire se dissocier les uns des autres. La primauté du plan d'exploitation (filiale agricole) l'emporte et parallèlement on demande aux éleveurs de s'imprégner d'une logique de « projet » – pourtant mise à mal par les problématiques rencontrées dans le versement des subventions. Alors que leurs prédécesseurs étaient considérés comme les pionniers du développement du territoire, les éleveurs d'aujourd'hui sont vus dans leur fonction unique de production. Leur statut a même tendance à être remis en question et perçu comme une menace pour l'environnement ou la santé. À défaut, aujourd'hui, d'autres acteurs (du tourisme majoritairement) ont pris le relais du développement du territoire en contrepartie de ces filières

unidimensionnelles. Si peu de coopérations concrètes existent entre les différents domaines, l'émergence d'un nouveau modèle aux côtés de celui des filières industrielles semble possible. Il est déjà en germe à partir de reformulations des pratiques des éleveurs et des initiatives de voisins entrepreneurs. Sur la Grande ferme, on voit que les liens entre les domaines se font lorsque les porteurs de projets en diversification ou en tourisme sont déjà intégrés au sein de familles d'éleveurs. C'est à partir de ces partenariats que d'autres formes de tourisme et d'élevages se construisent à contre-courant de l'agriculture productiviste (filières organisées) et de la conception marchande du tourisme (projets municipaux). Des liens méritant une consolidation existent également entre Parc national et certaines exploitations d'éleveurs, autour d'expérimentations en agroforesterie par exemple.

Même si nous en sommes aux balbutiements de ces initiatives sur la Plaine des Cafres, les nouveaux réseaux d'intégration sociale pouvant résulter de l'interaction entre les résidents du quartier quels que soient leurs métiers sont en passe de créer des pratiques innovantes favorisant une approche systémique de l'exploitation agricole. Pour concrétiser celles-ci en sécurisant au mieux les protagonistes, il serait bon d'approfondir « *une analyse de la situation et des échecs passés, d'identifier les novateurs et les producteurs, d'intervenir scientifiquement dans l'approche du territoire et l'abolition des frontières.* » [Vitte 1998, p. 85]

Éléments de bibliographie

- AVANZA, M. & LAFERTE, G. (2005) – « Dépasser la construction des identités : identification, image sociale et appartenance », *Génèses*, n° 61, pp.134-152.
- BESSY, O. & MOUTON, M. (2004) – « Du plein air au sport de nature. Nouvelles pratiques, nouveaux enjeux », *Cahiers Espaces*, n° 81, pp. 13-29.
- CANEVET, C. (1984) – « Le modèle agricole breton dans la crise », *Noroi*, n°124, pp. 631-645.
- CHAMPAGNE, P. (1975) – « La restructuration de l'espace villageois », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°3, pp. 43-67.
- CHERUBINI, B. (1996) – *Le Monde rural à la Réunion, Mutations foncières, mutations paysagères*, Paris, L'Harmattan, 301 p.
- DALAMA, M-G. (2005) « L'île de la Réunion et le tourisme : d'une île de la désunion à la Réunion des Hauts et Bas ». *L'Espace Géographique*, vol. 34, n°4, pp. 342-349, <https://www.cairn.info/revue-espace-geographique-2005-4-page-342.htm>
- DELEAGE, E. (2000) – « Évolutions et ruptures dans l'agriculture du bocage Bressuirais », *Noroi*, n° 185, pp. 89-98, https://www.persee.fr/doc/noroi_0029-182x_2000_num_185_1_7001
- DESMICHEL, P. (2000) – « Réalité économique et perception sociale du tourisme en milieu rural fragile. Analyse à travers l'exemple de trois territoires pyrénéens », *Revue de géographie alpine*, vol. 88, n°3, pp. 51-63.
- FUSILLIER, J-L. & al. (2006) « Le modèle d'exploitation agricole familiale réunionnais face à l'accroissement des contraintes foncières et économiques », *Cahiers agricultures*, vol.15, n°6, pp. 542-548.

- HEURTIN, G. (2000) – *Agriculture, tourisme et loisirs dans les Hauts de la Réunion*, DEA de Lettres et Sciences sociales option Géographie, sous la direction de J.L. Guebourg.
- LABOUREUR, E. (2019) *Quelle intégration sociale et territoriale pour les habitants des Hauts de l'île de la Réunion ? Dynamiques d'adaptations chez les éleveurs bovins de la Grande ferme*, Thèse présentée à l'université de la Réunion, sous la direction de G. Lajoie & H. Jarousseau, 496 p.
- MARBLE, Y, AUBRON, C. & VIGNE, M. (2018), « Le développement des Hauts de la Réunion par l'élevage bovin laitier : un modèle à bout de souffle », *Géocarrefour*, vol. 92, n°3, <https://journals.openedition.org/geocarrefour/10865>
- OLIVIER DE SARDAN, J-P. (1995) – *Anthropologie et développement, essai en socio-anthropologie du changement social*, Paris, Karthala, 221 p.
- PAILLAT-JAROUSSEAU, H., HOUOT, S., PAILLAT, J-M. & SAINT-MACARY, H. (2016) *Le recyclage des résidus organiques, Regards sur une pratique agro-écologique*, éditions Quae, 276 p.
- POULOT, M. (2014) – « Agriculture et acteurs agricoles dans les mailles des territoires de gouvernance urbaine : nouvelle agriculture, nouveaux métiers ? » *Espaces et sociétés*, n° 158, pp.13-30, <https://www.cairn.info/revue-espaces-et-societes-2014-3-page-13.htm>
- VERNEX, J-C. (1993) – « L'invention des lieux touristiques ». *Le Globe. Revue genevoise de géographie*, n° 133, pp. 15-28.
- VITTE, P. (1995) – « Les problèmes de l'agritourisme en France » *Bulletin de l'AGF*, vol. 72, n°1 (*Le tourisme rural*), pp. 14-23, https://www.persee.fr/doc/bagf_0004-5322_1995_num_72_1_1800
- WATIN, M. (1982) – *Grande ferme : dynamique familiale et stratégie foncière dans une zone d'élevage des Hauts de la Réunion*, Mémoire EHESS, Miméo, 245 p.